

—Regards économiques—



Quelques chiffres :

PIB France 2015 :

2 183,6 Mds d'euros

Inflation (moyenne des 12 derniers mois à fin décembre) :

0,04 %

Dettes publiques (fin du 3^e trimestre 2015) :

2 103 Mds d'€ ; 96,9 % du PIB

Balance commerciale (12 derniers mois à fin décembre 2015) :

-45,1 Mds d'€

Chômage au sens du BIT (3^e trimestre 2015) :

10,6 %

Dépenses publiques 2014 :

1 226 Mds d'€ ; 57,2 % du PIB

Inflation

Pour 2016, les économistes prévoient en moyenne que les prix à la consommation augmenteront de 0,8 %, le gouvernement table lui sur une hausse de 1 %. La raison en est le très faible prix du baril de pétrole (35 dollars environ contre 53 dollars l'an dernier).

L'inflation désigne une augmentation durable, générale, et auto-entretenue des prix des biens et services. Le taux d'inflation est généralement mesuré à partir de l'indice des prix à la consommation.

Croissance 2016 : sur la bonne voie, mais encore bien faible !

La croissance mondiale ne devrait pas dépasser 3,4 % en 2016 selon le FMI, 2,9 % selon la Banque mondiale en raison de l'atonie de la reprise dans les pays émergents- en particulier du ralentissement marqué de la Chine-, d'une appréciation forte du dollar et du durcissement des conditions de financement à l'échelle mondiale. Le gouvernement français a bâti son budget sur une hausse de 1,5 % du PIB (le consensus économique français prévoit 1,4 %).

Quels sont les moteurs de croissance pour l'année 2016 ?

Les espoirs de reprise de l'économie française se concentrent sur un accroissement de l'investissement : de nombreux « voyants au vert » militent en ce sens.

Ainsi, les taux d'intérêt faibles liés à la politique très accommodante de la Banque centrale européenne réduisent les coûts du crédit ; la baisse du prix du pétrole et la mise en place du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) permettent aux entreprises de reconstituer leurs marges. Enfin, le dispositif de suramortissement mis en place le 15 avril dernier pour une durée d'un an devrait également concourir au soutien de l'investissement productif. Reste que la demande n'est pas encore suffisamment robuste, pour que, compte tenu de la sous- utilisation des capacités de production (81 %), l'investissement décolle réellement.

La hausse du pouvoir d'achat des ménages stimulée par la baisse du prix du pétrole devrait permettre à la consommation de progresser. Cependant, le fort taux de chômage outre ses effets sociaux dévastateurs, ne favorise ni une évolution dynamique des salaires ni une réduction du taux d'épargne des ménages (15,5 % au troisième trimestre) ce qui rend la croissance de la consommation tributaire de la seule baisse du prix du pétrole.

Enfin, le ralentissement des pays émergents ne devrait pas affecter outre mesure l'économie française, la France n'étant pas un grand pays industriel exportateur. La dépréciation de l'euro devrait en améliorant la compétitivité française, soutenir notre balance commerciale.

Au total, l'année 2016 s'annonce comme une année de reprise mais encore insuffisante pour réduire significativement le chômage.

La croissance 2015 légèrement supérieure aux prévisions du gouvernement (1,1 % contre 1,0 %)

1. Premières estimations de croissance pour le dernier trimestre 2015

Au dernier trimestre 2015, le PIB augmenterait de 0,2 % en volume, ce qui permettrait d'atteindre une croissance de 1,1 % sur l'année 2015 après + 0,2 % en 2014. Le dernier trimestre est pour le moins étonnant puisque si l'investissement et la production sont en hausse, la consommation des ménages – moteur historique de la croissance française – ralentit.

Ainsi, l'accélération de l'investissement au dernier trimestre (+ 0,8 % après + 0,1 %) permet à la demande intérieure de contribuer positivement à la croissance (0,5 point) malgré un repli de 0,4 % des dépenses de consommation des ménages.

Le commerce extérieur lui, bien qu'il contribue toujours négativement à la croissance (- 0,5 point), s'améliore. Sur l'année, le commerce extérieur contribue négativement à la croissance (- 0,2 point) mais moins que l'an passé (- 0,5 point) grâce à une hausse de 6,1 % des importations et de + 5,9 % des exportations.

2. Entreprises

• Créations d'entreprises

En décembre 2015, le nombre de créations d'entreprises a de nouveau augmenté (+ 1,3 %) après avoir baissé en novembre (- 0,7 %). Cette hausse s'explique par l'augmentation du nombre d'immatriculations de micro-entrepreneurs (+ 3,3 %).

Néanmoins, sur toute l'année 2015, le nombre d'immatriculations de micro-entrepreneurs baisse de 21 % par rapport à 2014, alors que les autres entreprises individuelles augmentent fortement (+ 28 %). Au total, en 2015, 525 100 entreprises ont été créées en France, soit 5 % de moins qu'en 2014.

• Indices de prix de production et d'importation de l'industrie

Le repli des prix de production des produits industriels continue en décembre 2015 (- 1,1 %), ce qui porte la baisse sur l'année 2015 à 2,2 %. Cette diminution est expliquée en particulier par la chute des prix du pétrole (-28 % sur un an, - 16,5 % en décembre).

Sur le marché français, les prix des produits industriels ont diminué de 1,2 % en décembre alors que les prix à l'importation ont diminué de 1,7 %.

3. Ménages

• Indices des prix à la consommation

Sur l'année 2015, l'indice des prix à la consommation a été stable après une faible hausse en 2014 (+ 0,5 %). Cette stabilité des prix à la consommation s'explique par la forte baisse des prix de l'énergie (- 4,7 %).

• Dépenses de consommation des ménages en biens

La consommation des ménages en biens a fini l'année 2015 sur une hausse en décembre (+ 0,7 %) mais cela n'a pas suffi et la consommation des ménages en biens a diminué de 0,9 % sur le dernier trimestre. En cause la baisse au dernier trimestre de la consommation de biens fabriqués (- 0,8 %), des dépenses en énergie (- 3,5 %) mais une hausse des dépenses alimentaires (+ 0,3 %).

4. Chômage

A fin décembre 2015, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A a atteint 3 590 600 en France métropolitaine soit une hausse de 0,4 % sur un mois (+ 2,6 % sur an). Ce nombre est en plus forte augmentation sur un mois pour les moins de 25 ans (+ 0,7 %). En considérant les catégories A, B et C, le nombre de demandeurs d'emploi s'établit à 5 475 700 à fin décembre soit une augmentation de 0,6 % sur un mois (+ 5 % sur un an). La hausse sur un mois a touché de la même façon toutes les catégories d'âge.

Contacts :

Alain Giffard, secrétaire national en charge du secteur Économie et Industrie
✉ alain.giffard@cfecgc.fr

Service Économie : Anne Bernard, Francine Didier, Kevin Gaillardet et Justine Vincent
✉ kevin.gaillardet@cfecgc.fr